

Les Nations Unies condamnent l'attitude du Botswana envers les *bushmen*

Un rapport exige une 'action urgente' du gouvernement sur le problème de l'eau.

James Anaya, rapporteur spécial des Nations Unies sur les affaires autochtones, condamne dans un nouveau rapport les persécutions continues dont sont victimes les Bushmen du Botswana

Le rapporteur spécial dénonce le harcèlement des Bushmen et des Bakgalagadi de la Réserve du Kalahari central qui, en dépit du verdict de la Haute Cour de 2006 confirmant l'illégalité de leur expulsion, continuent d'être victimes de mauvais traitements de la part du gouvernement



Le rapporteur spécial des Nations Unies James Anaya exige une 'action urgente' du gouvernement sur le problème de l'eau qui affecte Bushmen.

© Colegio de Antropólogos de Chile

James Anaya écrit que *'le déni de services basiques à ceux qui vivent actuellement dans la réserve ne semble pas être conforme à l'esprit et à la logique de la décision [de la Haute Cour en 2006] ni aux normes internationales des droits de l'homme'*.

Il établit que *'Les peuples indigènes qui sont restés dans la réserve ou qui y sont retournés sont confrontés à des conditions de vie déplorables et dangereuses en raison de leur manque d'accès à l'eau, une situation à laquelle il serait facile de remédier en réinstallant les puits dans la réserve. Le gouvernement devrait, de manière urgente et prioritaire, réouvrir les puits ou bien garantir l'accès à l'eau aux habitants de la réserve'*.

Il note également que *'la position que le gouvernement maintient sur l'incompatibilité de la présence dans la réserve des communautés basarwa [bushmen] et bakgalagadi avec les objectifs de préservation de l'environnement et les statuts de la réserve est en contradiction avec sa décision d'autoriser Gem Diamonds/Gope Exploration Company (Pty) Ltd. à mener des activités minières au sein de la réserve, une opération planifiée depuis plusieurs décennies et qui implique, selon la compagnie*

minière, un afflux de 500 à 1 200 ouvriers dans la région’.

Il recommande également que le gouvernement ‘applique pleinement et fidèlement’ le verdict de la Haute cour botswanaise de 2006 et facilite ‘le retour de tous ceux qui ont été expulsés de la réserve, leur permettant de se livrer à la chasse et à la cueillette conformément à leurs pratiques traditionnelles en leur fournissant les mêmes services gouvernementaux que ceux dont jouissent les citoyens botswanais dans le reste du pays, y compris, et en premier lieu, l’accès à l’eau’.

Stephen Corry, directeur de Survival International, a déclaré aujourd’hui : ‘Les critiques se multiplient à l’égard du gouvernement botswanais qui persiste à refuser aux Bushmen l’accès à l’eau. Cette attitude navrante et tyrannique scandalise tous ceux qui en ont connaissance. Survival touche désormais plus d’un million de personnes dans le monde et nous ferons en sorte que toutes soient informées de cette situation. Il est surprenant que le gouvernement continue à se comporter de cette façon. Et tant qu’il en sera ainsi, le sort scandaleux des Bushmen entachera la réputation internationale du Botswana’.

Source : Survival, avril 2010.